



## PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

PRÉFECTURE

D.C.L.3

Bureau de la Réglementation Générale et des Élections

21 à 29 avenue du Général de Gaulle

94038 - CRETEIL CEDEX

Tél : 01 49 56 62 09

Le numéro W941016935

est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de CREATION

de l'association n° W941016935

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Préfet du Val-de-Marne

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **17 octobre 2020**

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

#### **FILIÈRE INSUFFISANCE CARDIAQUE DU VAL DE MARNE (FINC/PHINC 94)**

dont le siège social est situé : Service 12 Eme Etage de Cardiologie Hopital Henri Mondor 94000

51 avenue du Mal de Lattre de Tassigny

94000 Créteil

Décision prise le : **23 juin 2020**

Pièces fournies :  
liste des dirigeants  
Statuts  
Procès-verbal

Créteil, le 19 octobre 2020

Le Préfet et par délégation,  
Le chef du bureau de la réglementation  
générale et des élections

Miréille BOUTAU

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.